

— Edito —

Retraite, c'est au peuple de décider !

Pour s'opposer efficacement à la contre-réforme macroniste voulant imposer un recul de l'âge légal de départ en retraite, le PCF engage une grande campagne nationale pour une « bonne retraite ». C'est nécessaire et c'est possible.

L'entreprise sera au cœur de nos interventions et de nos propositions.

POURQUOI ?

Les retraites sont un bien commun, un bien social commun dans la filiation directe du Programme du Conseil national de la Résistance. C'est de cela dont le macronisme, la droite et l'extrême-droite ne veulent pas. Les ressources de la protection sociale et des caisses de retraites sont celles qui sont créées par ceux qui travaillent.

Le programme présidentiel des « Jours heureux » proposait une loi pour rétablir la retraite à 60 ans à taux plein avec une pension à 75 % du revenu net d'activité.

Une réforme progressiste permettra de sécuriser les plus belles années à la retraite, celles en bonne santé, avec une véritable prise en considération

“

AGIR se veut une publication utile à la réflexion et à l'action. Construisons-la ensemble. Envoyez vos contributions, avis, critiques sur entreprises@pcf.fr

”

de la pénibilité de nombreuses activités.

AVEC QUEL FINANCEMENT ?

Pour une telle réforme, il faut dépenser plus pour les retraites. Avec deux mesures

centrales : **un prélèvement sur les revenus financiers des entreprises** pour les dissuader de placer leurs profits en titres financiers et les pousser à les utiliser, plutôt, pour des investissements porteurs d'emplois et d'efficacité économique ; **moduler les cotisations patronales pour agir sur les entreprises** et changer leur relation à l'emploi.

Si le pouvoir ne retire pas sa réforme pour imposer un recul de l'âge de départ, le PCF propose que l'avenir des retraites soit décidé par un référendum. Comme l'a proposé Fabien Roussel à la fin août, lors de nos universités d'été, **« c'est au peuple de décider ».**

Et c'est d'autant plus important que le débat sur les retraites est étroitement lié aux questions décisives de l'emploi, du travail, des conditions de travail et de son sens, des salaires, de la création et de la répartition des richesses. De l'entreprise !





Léon DEFFONTAINE

Secrétaire général du Mouvement
Jeunes Communistes de France

RETRAITES : **sortir de la mise en concurrence entre les générations**

Le système de retraite n'est pas la première préoccupation des jeunes. Il n'est cependant pas rare que ces derniers soient impliqués dans le débat public. Il faut réformer le système de retraite pour assurer sa pérennité pour nos enfants. Finalement, réforme après réforme, les jeunes assistent à une dégradation des conditions de leur future retraite.

La nouvelle annonce du recul de l'âge de départ à la retraite est un nouveau coup porté à notre modèle social. Le message envoyé aux travailleurs proches de la retraite est le suivant: « *travaillez plus longtemps, sinon vous êtes égoïstes* ». Et celui à destination des jeunes: « *si vous êtes dans la précarité, c'est que vos aînés sont partis trop tôt à la retraite* ».

Cet argumentaire centré sur une mise en concurrence entre les générations est insupportable.

Face à ce discours, nous devons réaffirmer avec force un modèle reposant sur la solidarité intergénérationnelle.

Les jeunes sont la tranche d'âge la plus touchée par le chômage, les bas salaires et pâtissent d'une multitude de contrats spécifiques pour lesquels ils ne cotisent pas (services civiques, apprentissage, garanties jeunes...). Pourtant, les jeunes ne demandent qu'à être utiles pour la nation et trouver leur place dans la société. Nous voulons pouvoir travailler, vivre dignement de notre salaire et ainsi cotiser pour financer notre système de répartition. Face à la mise en concurrence des générations, donnons-nous pour ambition d'éradiquer le chômage notamment des plus jeunes pour financer la sécurité sociale.

Je pense qu'il nous faut réaffirmer ceci : il n'existe pas d'opposition d'intérêts entre les jeunes travailleurs et ceux plus âgés. Cette division est entretenue par les capitalistes afin de masquer les intérêts communs de tous les travailleurs, quels que soient leur âge : **augmenter les salaires et réduire le temps de travail.**

Dans quelle société ai-je envie de vivre ?

Définitivement dans une société que je construis, quand je suis en mesure de le faire. **Une société où les adultes, formés, apportent selon leur capacité, par leur travail dont l'objectif premier serait de permettre de couvrir les besoins sociaux du pays : éducation et formation des jeunes, dont la société aura tant besoin, soins des malades, service public, recherche, et repos bien mérité des aînés, qui doivent pouvoir jouir d'un temps de vie sans contrainte. Se dire que c'est notre travail qui permet cela, quelle fierté !**

Mais ce que le capitalisme nous propose c'est tout l'inverse, en siphonnant les fonds de tout mécanisme collectif. Dans mon entreprise, il se traduit par un modèle individualisé où chacun se constitue, s'il le peut un Compte Epargne Temps de fin de carrière.

Traduction : vous pouvez partir plus tôt à la retraite si vous prenez moins de jours de congés tout au long de votre vie ! - le succès du dispositif montre cependant bien que tout le monde aspire à ne pas différer son départ- **autre exemple :** plan social 2017. Le nombre de salariés entre 60 et 65 ans, a conduit automatiquement au licenciement d'autant de plus jeunes. Bref en plus de ne pas être souhaité ce système est totalement inefficace. Que dire des Plan Epargne Retraite Complémentaire (PERCO) auxquels très peu de salariés ont recours, faute de moyens ou perplexes face aux risques qu'ils représentent, alors que les abondements versés par les boîtes sont autant de fonds qui ne vont pas dans les caisses collectives. (En France en 2020 les placements sur les PERCO représentaient 22.5 Milliards d'euros)



Stéphanie GWIZDAK

➔ **Pour reprendre le pouvoir sur nos vies, mettre un terme au système capitaliste est indispensable**, qui tire son profit du « *sur-travail* » donc du temps de travail que nous devons aujourd'hui consacrer à ses profits, pour gagner notre vie. La vie c'est court ! Ferrat l'a magnifiquement énoncé, nous nous battons à chaque étape pour la lutte obstinée de ce temps quotidien.

Plus prosaïquement, la fanfare dans laquelle je joue avait titré son spectacle de l'ère Sarkozy « *travailler moins pour jouer plus* » : un combat qui ré(ai)sonne dans tout le pays.



Aziz JEBBAR
GE

La manifestation du 18 octobre 2022 sur le pouvoir d'achat a rassemblé des centaines de personnes à Belfort.

Cette grève qui regroupe le privé et le public avait deux dimensions.

La première, c'est contraindre le gouvernement et les entreprises à augmenter nos salaires pour faire face à une inflation galopante.

La deuxième, c'est la « réforme » des retraites qui couve depuis le premier quinquennat. Ce projet fou que porte Macron depuis 2017, qui a mis dans les rues des centaines de milliers de personnes, a été stoppé. Mais,

son idéologie capitaliste est tenace. Et c'est ainsi que lors de sa dernière campagne à l'élection présidentielle, Emmanuel Macron a annoncé vouloir passer l'âge légal de la retraite de 62 à 65 ans. Au vu des réactions négatives que cette réforme brutale suscite, le gouvernement envisage d'augmenter la durée de cotisation. Or, **73% des Français situent l'âge idéal de départ en retraite à 62 ans ou moins.**

Le gouvernement prétend que le système des retraites va s'effondrer si on n'augmente pas l'âge de la retraite très rapidement. Or le conseil d'orientation des retraites (COR) vient de publier un rapport qui indique qu'aujourd'hui les comptes des retraites sont excédentaires et qu'à long terme les dépenses de retraites seront stables ou en diminution. L'engagement que le gouvernement a pris auprès de la commission européenne pour réduire les dépenses publiques amène le gouvernement à nous pressuriser, alors qu'en 2021 les aides publiques aux entreprises représentent 150 milliards d'euros. **Nous voilà contraints, pour défendre nos droits, de nous mobiliser** pour créer des rapports de force et ne pas laisser ces « biens pensants » nous dicter un avenir qu'on aura pas choisi.

Mon histoire professionnelle sur l'établissement dure depuis le 23 mars 1993, soit 30 ans de carrière l'année prochaine.

Quand vous faites un métier en EHPAD, vous aimez aider les autres mais je me vois mal être à ce poste encore au-delà de 62 ans.

Que vont devenir nos reconnaissances de pénibilités, de maladie professionnelle notamment les troubles musculosquelettiques.

À 48 ans, je sens que mon corps grince déjà. Je me suis abîmé le dos. On a beau vouloir exécuter les bons gestes pour éviter de se faire mal, un problème peut se produire à tout moment. Le fait de se retrouver régulièrement en sous-effectif n'aide pas. Et si je devais m'arrêter de manière anticipée, mon niveau de ressources serait amputé. Cette réforme menace notre santé, avec une véritable perte de chance de prendre sa retraite en bonne santé.

Pour travailler toutes et tous je revendique un retour à l'âge légal à 60 ans, des reconnaissances de pénibilité avec des départs anticipés à 55 ans et une amélioration significative de nos salaires.



Barbara FILHOL
Agente hospitalière,
syndicaliste en Ehpap

Réforme Macron, c'est NON !

Exigeons un référendum !

unebonneretraite.fr



Denis Durand

Directeur de la revue
Économie & politique

Le gouvernement prétend que la situation financière du pays exigerait de dégrader notre système de retraites. De fait, l'inflation, la récession et la montée du chômage qui viennent, appauvrissent la France et ses habitants. Mais en réalité, Emmanuel Macron garde un seul cap : *réduire les dépenses sociales pour qu'une plus grande part des richesses créées par le travail vienne alimenter les profits privés.*

Pourtant, une vie digne du XXI^e siècle, avant comme après 60 ans, exige au contraire de dépenser beaucoup plus pour les retraites : environ cent milliards d'euros supplémentaires chaque année.

C'EST POSSIBLE, Il faut entrer dans un bras de fer avec le capital et sa logique pour

- ✦ procurer un vrai emploi aux 5 millions de personnes qui en sont privées,
- ✦ libérer un gisement énorme d'efficacité économique en sécurisant les emplois et en ouvrant à toutes et tous un accès à la formation tout au long de la vie.
- Cela dégagerait 650 milliards d'euros de valeur ajoutée supplémentaire au bout de cinq ans : assez pour augmenter les salaires, réaliser l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, et accroître de 260 milliards les rentrées de cotisations sociales.

CELA SUPPOSE

- ✦ la conquête de nouveaux pouvoirs des salarié-e-s dans les entreprises sur les décisions d'embauche, d'investissement, de recherche, de financement ;
- ✦ et des leviers d'action sur les entreprises pour les pousser à viser une production efficace de richesses utiles à l'ensemble de la population, et non les profits financiers.

Deux mesures sont centrales pour y parvenir :

- ✦ un prélèvement sur les revenus financiers des entreprises pour les dissuader de placer leurs profits en titres financiers et les pousser à les utiliser, plutôt, pour des investissements porteurs d'emplois et d'efficacité économique.
- ✦ moduler les cotisations patronales pour agir sur les entreprises et changer leur relation à l'emploi. Le taux de cotisation sociale employeur serait augmenté pour les entreprises dont la part des salaires et des dépenses de formation dans la valeur ajoutée diminue, ou augmente moins, que la moyenne de leur branche.

**Relevons le défi des
Jours heureux !**



☐ **Je rejoins le Parti Communiste Français**

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____